

Pacific available lands. Looking not merely at the political and social aspects, but at the physical aspects, it afforded the greatest inducements to them to take possession of the country, and to direct the stream of immigration now going to the Western States to that country. (Hear, hear.) They had then to look at the position of the people. The late Parliament of Canada showed a desire to meet their wishes, but the political struggles before Confederation, made it apparently impossible to take notice of the petition presented at the conferences of Quebec and London. The question was, however, taken up, but it was not pushed with that vigour which so many of them thought requisite. After the measure granting the Territory steps had to be taken for the settlement of the country. Last session an Act was introduced, but the greatest error in it was, that provision was not made for representative institutions. He did not think that the people of the country would be so chagrined at that measure as to cause insurrection, although it was undoubtedly calculated to give dissatisfaction. The measure should have been explained before the Lieutenant Governor was sent there. The Secretary of State was sent on some mission for what purpose he (Mr. Mackenzie), could not understand, though one would naturally suppose his commission was to explain the Act to the people, except it was, as he said, to go and see the country with which he was to hold communication as Secretary for the Provinces. He (Mr. Mackenzie) thought that such a representative should not have been one who had openly ridiculed the intention of acquiring the Territory as being a stupid policy. He thought at the time that the appointment was a very great mistake, and as the inhabitants of Red River were a reading people, they could not have failed to have seen that he had designated the Territory as merely the elongation of an India-rubber boot that he had seen on some performer on the stage. If that was the kind of a forerunner, what would the inhabitants think of the coming Government. The Secretary of State acted in such a way that he was openly accused of having encouraged rebellion by Mr. Kennedy. He had no doubt that Mr. Kennedy had uttered that statement, though he had afterwards written that he had held no such conversation. Since then he had written a letter showing his sympathy with the rebellion, which he (Mr. Mackenzie) had in his hand. It was a very remarkable piece of corroborative evidence as to what had been said about the Secretary of State. The Secretary had also engaged an apostate Canadian as a correspondent at St. Paul, who edited a rabid Anti-Canadian newspaper. Such an act was a gross violation of duty, and showed that there had been something in the

totalment sur la ligne du Pacifique, aux États-Unis, où 1000 milles de désert aride s'étendaient entre les terres disponibles de l'Atlantique et du Pacifique. Les conclusions tirées d'une étude non seulement des aspects politiques et sociaux, mais aussi des aspects physiques, encourageaient très fortement à prendre possession du pays et à y diriger le flot d'immigrants qui se rendent maintenant aux États de l'Ouest. (Bravo!) Ils doivent donc considérer la position de la population. Le dernier Parlement du Canada a manifesté le désir de répondre aux aspirations de cette dernière, mais les luttes politiques d'avant la Confédération n'ont pas permis de se rendre compte qu'une pétition avait été présentée aux conférences de Québec et de Londres. La question, cependant, a été soulevée mais n'a pas été débattue avec la vigueur que beaucoup d'entre eux jugeaient nécessaire. Après la promulgation de la loi octroyant le Territoire, des mesures ont dû être prises pour coloniser le pays. À la dernière session, une loi a été présentée, mais son plus grand défaut était de ne pas prévoir des institutions représentatives. Il ne pensait pas que la population de ce Territoire soit assez vexée de cette loi pour se soulever, bien que cette dernière ait, sans nul doute, été destinée à provoquer le mécontentement. La loi aurait dû être expliquée avant que le lieutenant-gouverneur ne soit envoyé dans ce Territoire. Le secrétaire d'État a été envoyé pour une mission dont il (M. Mackenzie) ne connaissait pas le but bien qu'on suppose que sa mission était d'expliquer la loi à la population, mais en réalité, c'était, comme il l'a dit, pour aller voir le pays avec lequel il serait en contact en tant que secrétaire d'État pour les Provinces. Il (M. Mackenzie) pensait qu'un représentant, qui avait ouvertement tourné en dérision l'intention d'acquérir le territoire, ne devrait jamais être choisi. Il pensait, à ce moment-là, qu'une telle nomination était une très grosse erreur, et vu que les habitants de la Rivière Rouge savaient lire, ils n'ont sans doute pas manqué de s'apercevoir qu'il avait comparé le Territoire à un simple prolongement d'une botte indienne de caoutchouc, comme celles qu'il a vu des acteurs porter, sur scène. Si c'était là un précurseur, que penseraient les habitants du nouveau gouvernement. Les agissements du secrétaire d'État ont été tels, qu'il a été accusé ouvertement par M. Kennedy d'avoir encouragé la révolte. Il n'avait aucun doute que M. Kennedy avait fait cette affirmation bien que ce dernier ait écrit plus tard qu'il n'avait jamais tenu pareille conversation. Depuis lors, il avait écrit une lettre exprimant sa sympathie à l'égard de la révolte, lettre qu'il (M. Mackenzie) avait en main. Ce document constituait une preuve remarquable corroborant ce qu'on avait dit sur le secrétaire d'État. Le secrétaire avait aussi

[Mr. Mackenzie—M. Mackenzie.]